

Élaboration d'un plan de sûreté

L'objectif du présent document est de faciliter l'élaboration du plan de sûreté relative au Programme des marchandises contrôlées (PMC) et de veiller à la mise en application des mesures de sécurité nécessaires à la protection des marchandises contrôlées. Il ne devrait pas être utilisé comme modèle, puisque les exigences en matière de sécurité varient d'une entreprise à l'autre, selon la nature des marchandises contrôlées qu'elle possède.

Il faut donc évaluer les exigences en matière de sécurité de votre entreprise en fonction de votre situation particulière, conformément aux exigences énoncées dans la *Loi sur la production de défense* (LPD) et le *Règlement sur les marchandises contrôlées* (RMC). Pour de plus amples renseignements sur la préparation du plan de sûreté, consultez la section 2.5 de la [ligne directrice sur l'inscription au Programme des marchandises contrôlées](#) ou communiquez avec notre centre d'appels au 613-948-4176 ou 1-866-368-4646 (sans frais).

Note : Dans le présent document, «personne inscrite » s'entend d'un particulier, d'une société de personnes ou d'autres entreprises.

Étape 1 : Dresser un plan

Les personnes inscrites détenant des marchandises contrôlées sur les lieux doivent disposer d'un plan de sûreté détaillé pour chaque emplacement où sont entreposées des marchandises contrôlées.

Nom de la personne inscrite et adresse du site

Organisation de sûreté

Les individus suivants sont responsables, au nom de la personne inscrite, de la sûreté des marchandises contrôlées à (*insérer le nom de la personne inscrite*):

M./Mme (*insérer le nom*) est la personne autorisée.

M./Mme (*insérer le nom*) est le représentant désigné.

- (Fournissez la liste des noms et titres des individus qui géreront les marchandises contrôlées au nom de la personne)

Responsabilités de l'organisation de sûreté

Voici les responsabilités des individus désignés ci-dessus:

- La personne autorisée doit, au nom de la personne inscrite:
 - veiller à proposer un représentant désigné dans chaque établissement au Canada où se trouvent des marchandises contrôlées;
 - signer en guise d'approbation tout changement par rapport aux renseignements fournis dans la demande d'inscription.

- Le représentant désigné doit, au nom de la personne inscrite:
 - s'acquitter des obligations ci-après à l'égard de chacun des cadres, administrateurs, et employés — à l'exclusion des travailleurs temporaires — de la personne inscrite qui doit avoir accès, dans le cadre de ses attributions, aux technologies et marchandises contrôlées.
 - Déterminer dans quelle mesure les employés, les cadres et les administrateurs risquent de procéder au transfert non autorisé de marchandises contrôlées.
 - Soumettre les évaluations de sécurité à risque élevé au programme.
 - Prendre en compte toute recommandation formulée par le programme concernant les personnes à risque élevé.
 - Déterminer dans quelle mesure les personnes ayant fait l'objet d'une évaluation de sécurité devraient être autorisées à examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées.
 - Tenir un registre de toutes les évaluations de sécurité et des documents exigés.
 - Vérifier les renseignements qui lui sont fournis par les travailleurs temporaires, les étudiants étrangers et les visiteurs pour les besoins des demandes d'exemption présentées au titre de l'article 18.
 - Obtenir et maintenir la certification du Programme de certification des représentants désignés.
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, tenir des registres pendant toute la durée de l'inscription et les conserver pendant une période de cinq ans suivant le jour où la personne cesse d'être inscrite. Ces registres contiendront les renseignements suivants :
 - la description de toute marchandise contrôlée qu'elle reçoit, la date de sa réception et l'identité de l'auteur du transfert;
 - la description de toute marchandise contrôlée qu'elle transfère, la date du transfert ainsi que l'identité et l'adresse du destinataire;
 - les modalités, notamment la date, de l'aliénation de la marchandise contrôlée.
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, conserver copie de la preuve visée au paragraphe 16(2) du RMC pendant une période de deux ans après que la personne exemptée cesse d'avoir accès aux marchandises contrôlées de la personne inscrite.
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, élaborer et mettre en œuvre un plan de sûreté pour chacun de ses établissements au Canada où se trouvent des marchandises contrôlées.
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, offrir de la formation sur le traitement sécuritaire des marchandises contrôlées à tous ses cadres, administrateurs, employés et travailleurs temporaires autorisés à les examiner ou à les avoir en leur possession;
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, donner des instructions sur le traitement sécuritaire des marchandises contrôlées à tous les visiteurs autorisés;

- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit recueillir, au nom de la personne inscrite :
 - la preuve de la qualité d'administrateur, de cadre ou d'employé de la personne inscrite comme ayant accès aux marchandises contrôlées au titre du règlement des États-Unis intitulé *International Traffic in Arms Regulations*, titre 22, *Code of Federal Regulations*, parties 120 à 130 (soit une confirmation que l'individu en cause est au service de cette personne inscrite);
 - la preuve de l'inscription et de l'admissibilité de la personne inscrite au titre de *l'International Traffic in Arms Regulations*;
 - la preuve de l'admissibilité de la personne physique au titre de *l'International Traffic in Arms Regulations*.
- M./Mme (insérer le nom de l'employé) doit, au nom de la personne inscrite, aviser le ministre dans les dix jours ouvrables de tout changement par rapport aux renseignements fournis dans sa demande d'inscription.

Procédures de surveillance des marchandises contrôlées

Un bref énoncé expliquant la raison pour laquelle l'entreprise utilise des marchandises contrôlées (p. ex. en vertu d'un contrat conclu avec ABC Canada Inc., l'entreprise XYZ fabrique sur commande des composants aux fins d'utilisation finale dans des véhicules blindés légers)

Examen

Étudier en détail ou analyser un objet ou un sujet afin d'en découvrir les principales caractéristiques ou la signification.

Possession

S'entend de la possession effective, c'est-à-dire un contrôle matériel direct sur une marchandise contrôlée à un moment donné, et de la possession de droit, c'est-à-dire le pouvoir et l'intention à un moment donné d'exercer un contrôle sur une marchandise contrôlée, directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs autres personnes.

Transfert

S'entend de la cession de marchandises contrôlées ou de la divulgation de leur contenu de quelque façon que ce soit

Afin de contrôler l'examen, la possession et/ou le transfert de marchandises (insérer le nom de la personne inscrite), les procédures suivantes ont été mises en œuvre:

- Expliquez la procédure suivie par la personne inscrite relativement à la manipulation de marchandises contrôlées, notamment en ce qui concerne la réception, la possession (y compris, s'il y a lieu, les processus de conception et de production), la protection et le transfert ou l'aliénation finale. La procédure relative à toutes les formes de marchandises contrôlées, dont les données électroniques, les schémas techniques et les marchandises matérielles, doit être expliquée. Il est préférable de rédiger l'explication dans un style télégraphique.

Note: Il faut rappeler aux cadres, administrateurs, employés, travailleurs temporaires et étudiants étrangers l'importance de s'abstenir de discuter de sujets liés aux marchandises contrôlées avec des employés ou d'autres particuliers qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de sécurité, étant donné que cette discussion est considérée comme un transfert d'information.

Technologie de l'information (TI) - accès à distance

Accès à distance

S'entend de l'échange de données avec un centre de traitement de données ou un serveur à distance au moyen d'un réseau de transmission. Une des façons les plus courantes d'offrir ce type d'accès à distance est d'utiliser un réseau privé virtuel (RPV).

Pour contrôler et protéger les données sur les marchandises contrôlées, il faut appliquer une norme minimale en matière de sécurité de la TI. La pratique la plus reconnue consiste à utiliser un réseau étendu propre à une entreprise ou un RPV, ce qui permet d'accéder de manière sécuritaire aux données de l'organisation en établissant un tunnel chiffré entre l'ordinateur de l'utilisateur et le réseau de l'organisation.

Si une personne inscrite permet à son personnel ou à une autre entité, qui est inscrite au Programme des marchandises contrôlées ou exemptée, d'accéder à distance à des données sur les marchandises contrôlées, elle devrait tenir compte des points suivants :

- Les demandes d'accès à distance devraient être examinées par le représentant désigné (ou son remplaçant) avant d'être approuvées.
- L'accès à distance ne devrait être accordé qu'au besoin.
- Des procédures d'exploitation uniformisées, qui décrivent en détail les pratiques de sécurité à appliquer, devraient être fournies aux personnes à qui un accès à distance est octroyé.
- La personne inscrite doit utiliser des protocoles de chiffrement et de sécurité de la TI appropriés (réseau privé virtuel, réseau étendu, etc.) pour limiter les risques de transfert non autorisé de données sur les marchandises contrôlées.

Pour limiter les risques d'examen, de possession ou de transfert non autorisés de marchandises contrôlées par l'entremise de l'accès à distance, (insérer le nom de la personne) doit respecter les procédures suivantes :

- (Ajouter la liste des procédures que tous les employés doivent respecter)

Atteintes à la sûreté

Enquête et compte rendu

On peut classer les atteintes à la sûreté dans les catégories suivantes : perte; examen, possession ou transfert non autorisé; dommages volontaires; et altérations des marchandises contrôlées. Aux termes du *Règlement sur les marchandises contrôlées*, pour être inscrit, (insérer le nom de la personne inscrite) doit:

- signaler l'atteinte à la police locale si cette atteinte est de nature criminelle;

- aviser la DMC dans les trois jours de toute atteinte à la sûreté relativement aux marchandises contrôlées;
- le processus d'enquête suivant sera lancé (afin de cerner la cause et d'éviter toute reproduction, la personne tentera de répondre aux questions suivantes et entamera les étapes ci-dessous (au besoin, les étapes peuvent être modifiées ou d'autres étapes peuvent être ajoutées) :
 - Identifier l'auteur du bris de sûreté;
 - Identifier les marchandises contrôlées en cause;
 - Identifier le lieu où l'atteinte a eu lieu;
 - Quand l'incident a-t-il eu lieu;
 - Pourquoi l'incident est-il survenu;
 - Comment l'atteinte à la sûreté s'est-elle produite;
 - Documenter l'atteinte à la sûreté;
 - Appliquer des mesures correctives pour empêcher la répétition d'atteintes à la sûreté semblables à l'avenir.

Il faut signaler au Programme des marchandises contrôlées toute atteinte à la sûreté, des façons suivantes:

Téléphone: 613-948-4176 ou 1-866-368-4646 (sans frais)

Télécopieur: 613-948-1722

Courriel: dmc-cgd@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Adresse postale

Programme des marchandises contrôlées
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
2745, rue Iris, 3e étage
Ottawa (ON) K1A 0S5

Adresse de messagerie

Programme des marchandises contrôlées
2745, rue Iris, 3e étage
a/s Salle de courrier principale de TPSGC
Place du Portage, Phase III, 0B3
11, rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5

Il est important de signaler toute atteinte à la sûreté dans les trois jours suivant le constat au PMC, afin de permettre à l'organisation d'en faire le suivi.

Programme de formation

Les cadres, administrateurs, employés, travailleurs temporaires et étudiants étrangers devront suivre la formation suivante, afin que la personne ait des connaissances à jour en ce qui a trait aux marchandises contrôlées:

- lire le plan de sûreté tous les ans;
- lire les bulletins de la PMC;
- (insérer la liste de toute formation supplémentaire qui serait pertinente à la personne, par exemple une formation initiale).

Instructions sur la sécurité

On informe les visiteurs qui n'ont pas bénéficié d'une exemption d'inscription de la PMC qu'ils n'ont pas l'autorisation d'examiner, de posséder ou de transférer des marchandises contrôlées au cours de leur visite.

Les visiteurs qui ont bénéficié d'une exemption d'inscription de la PMC reçoivent un rappel sous forme d'un résumé du représentant désigné ou de son délégué de toutes les contraintes qui peuvent être imposées sur le certificat d'exemption ou par (insérer le nom de l'entreprise inscrite).

Étape 2 : Responsabilité vis-à-vis du plan

Il est de la responsabilité de la personne inscrite de préparer et de mettre en application le plan de sûreté.

Étape 3 : Examen et approbation

Même si la personne inscrite a délégué la préparation du plan de sûreté, ce dernier demeure sous sa responsabilité.

Étape 4 : Mise en œuvre

Fixez des dates cibles et mettez le plan en action. Soyez à la fois proactif et réactif sur les questions de sécurité. Les cadres, administrateurs, employés, travailleurs temporaires et visiteurs ne devraient examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées que pourvu qu'ils y soient obligés pour s'acquitter de leurs fonctions.

Étape 5 : Surveillance

Surveillez le progrès de la mise en œuvre et revoyez le plan au besoin. Cherchez des occasions d'améliorer le plan et les mesures de sécurité, surtout quand les systèmes et logiciels sont mis à jour, quand la capacité du réseau local élargit et(ou) quand les risques pour les données changent. Ce processus se poursuit sans fin; la personne inscrite doit constamment réévaluer la situation à mesure que l'environnement interne et externe évolue.

Il est d'importance capitale de travailler en collaboration étroite avec le personnel technique et au besoin de lui fournir une orientation pour veiller à ce que le plan de sûreté soit préparé.